

Non à la casse du service public de la Recherche !

Dans un entretien au "Monde" du 21 mai 2008, la ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Valérie Pécresse a dévoilé les intentions du gouvernement de **découper le CNRS en six nouveaux instituts indépendants**. Il s'agit là d'un pas supplémentaire dans la destruction du CNRS car une fois que celui-ci sera ainsi divisé, on pourra liquider plus facilement les instituts un à un : c'est la tactique bien connue de "**diviser pour régner**". Plus généralement, cette attaque s'inscrit dans le processus de démantèlement de l'Enseignement supérieur et de la Recherche publique (processus entamé avec l'ANR, le Pacte pour la Recherche, l'AERES, la LRU,...) et, au-delà, de remise en cause de tout le **service public**.

En effet, une des spécificités du CNRS est qu'il emploie les chercheurs et les autres personnels avec un statut de fonctionnaire. Ce statut est un acquis précieux car il garantit entre autres une certaine **sécurité de l'emploi** aux agents de la Fonction publique. Dans le domaine de la Recherche, cette sécurité est particulièrement importante car elle permet d'envisager des projets scientifiques à long terme et indépendants des intérêts économiques privés immédiats.

Or sous prétexte de faire des économies, les gouvernements successifs n'ont cessé de s'attaquer à la Fonction publique: suppression de 22.000 postes cette année, non renouvellement d'un fonctionnaire partant à la retraite sur deux, remise en cause du statut de fonctionnaire (loi de mobilité), recours généralisé aux contrats de droit privé, voire à l'intérim... Dans la Recherche, il s'agit d'évoluer vers un **système de CDD de 4 ou 5 ans renouvelables**, financés sur des contrats de recherche, comme en Grande-Bretagne ou en Allemagne. Un tel système engendrait une précarité insupportable, soumettrait davantage la Recherche à une logique de rentabilité à courte vue, et aurait un effet désastreux sur l'attractivité d'une carrière de chercheur pour nombre d'étudiants.

Enfin, il faut souligner que les Sciences de la Vie et l'Informatique sont absentes des six nouveaux instituts programmés par le Ministère. En particulier, il est envisagé que la Recherche en Sciences de la Vie sera pilotée par l'INSERM, l'INRA et le CEA (!) et que la Recherche en Informatique par l'INRIA. Il est clair qu'une telle situation affaiblirait considérablement la **Recherche fondamentale** en Sciences de la Vie et en Informatique.

Ensemble, luttons contre les attaques du gouvernement !

Dans ce contexte, il est urgent d'organiser la résistance. Mais les chercheurs ne pourront pas à eux seuls faire reculer Sarkozy-Pécresse : l'expérience récente de la lutte chez les enseignants montre qu'un secteur combatif mais isolé ne peut pas faire face au rouleau compresseur du gouvernement. C'est pourquoi il est crucial de **joindre nos forces aux autres secteurs en lutte** (instituteurs, enseignants, employés du Ministère de la culture, des Impôts etc.) et d'œuvrer à l'extension de la lutte au reste de la Fonction publique et du salariat. En ce sens, il est important de participer à la journée de grève et de manifestation du 10 juin, et de préparer, ensemble, les conditions d'une grève interprofessionnelle reconductible, seul moyen de faire reculer ce gouvernement !

- **Non au démantèlement du CNRS et de la Recherche publique. Abrogation de la LRU. Un financement public pour une Recherche publique.**
- **Non à la casse du statut de fonctionnaire. Non aux suppressions de postes dans le service public. Rétablissement des 22.000 postes de fonctionnaires supprimés.**
- **Augmentation significative du nombre de postes dans l'Enseignement supérieur et la Recherche.**
- **Une rémunération de 2000€ net par mois (salaire moyen d'un Bac+5 dans le privé) pour tous les doctorants.**

Régularisation de tous les sans-papiers !

Le gouvernement en place depuis 2007 accentue le racisme et fait la chasse aux sans-papiers avec la politique du chiffre: il vise l'objectif de 26.000 expulsions cette année.

Cette politique a des conséquences sur notre fac: les étudiants étrangers se voient retirer leur titre de séjour et menacer d'expulsion en cas de réorientation, de redoublement ou d'absence à un TD. De plus les travailleurs sans-papiers sont sans cesse soumis aux pressions sur leur conditions de travail et menacés d'expulsion.

Depuis plusieurs semaines maintenant des centaines de travailleurs sans-papiers font grève pour obtenir leur régularisation. De nombreux lieux de travail du XIII^e sont occupés par des sans-papiers grévistes, notamment le chantier rue Xaintrilles.

Le Comité pour un Nouveau Parti Anticapitaliste de Paris VII agit en solidarité avec ces travailleurs sans-papiers et organise des collectes d'argent pour les aider dans leur lutte.